

Association Québécoise pour l'évaluation d'impacts

27e CONGRÈS ANNUEL

PROGRAMMATION

9 - 10 mai  
2019 à  
Montréal

**AQEI**



LES ÉTUDES  
D'IMPACTS, AUSSI  
INCLUSIVES QUE  
SOUHAITÉ ?

---

ACCEPTABILITÉ SOCIALE - PERSPECTIVE D'AVENIR - PARTICIPATION  
PUBLIQUE AU NORD - QUESTION DE GENRE - EFFETS CUMULATIFS

---

PARTENAIRES



**SNC • LAVALIN**

Partenaire Diamant



**Stantec**

Partenaire Platine

Nouvel Hôtel 1740 René Lévesque O. Montréal, QC. H3H 1R3



# Table des matières

Mots de la présidente .....	4
Présentation du Directeur Général .....	4
Remerciements .....	6
Programmation - Grille Horaire .....	6
Jeudi le 9 mai.....	10
Panel d'introduction.....	10
Quelle forme aurait une ÉIE où l'inclusion serait « réussie » ? .....	10
Acceptabilité Sociale.....	10
L'acceptabilité sociale au MERN, de quelle démarche s'agit-il ? .....	10
Présentation des projets-phares du BAPE en terme d'inclusion .....	11
Participation et engagement du public dans le cadre de projets dans le Territoire de la Baie-James – Pratiques exemplaires pour les promoteurs de projets.....	11
Inclusions dans une perspective d'avenir .....	12
L'inclusion des invertébrés aquatiques dans le cadre des études d'impacts.....	12
Quelle place pour la biodiversité dans les E.I. ....	13
Santé et adaptation aux changements climatiques dans les évaluations environnementales.....	13
L'Inclusion une question de genres.....	14
L'approche ACS+.....	14
Atelier – Un même projet : des impacts différents sur les femmes et les hommes.....	15
Vendredi le 10 mai.....	16
Participation publique au Nord – Panel .....	16
Effets cumulatifs .....	17
Évaluation des impacts cumulatifs de la navigation dans le fleuve Saint-Laurent (Transports Canada).....	17
L'évaluation d'impact sur la santé : une possible contribution aux évaluations environnementales dans l'analyse des effets cumulatifs ou dans l'inclusion des parties prenantes ?.....	18
À propos de l'AQÉI .....	20
Merci à nos partenaires .....	21

Le congrès se tiendra au Nouvel Hôtel 1740 René Lévesque O. Montréal, QC. H3H 1R3

Calculer [votre itinéraire >>>](#)

## Mots de la présidente



Bienvenue à tous au 27<sup>ième</sup> congrès de l'AQEI : Les études d'impacts, aussi inclusives que souhaité ?

Le thème est décidément rassembleur. Nous pouvons y voir chacun, à travers nos lunettes de spécialistes, un peu de tout. Je n'en ferai pas liste, par peur de ne pas être inclusive !

Sans conteste, l'inclusion est essentielle dans la planification et la mise en œuvre d'un projet durable. Or, selon la directive pour la réalisation d'une étude d'impact sur l'environnement, le développement durable est au cœur des projets. Ainsi, les études d'impacts se doivent d'être inclusives ; le sont-elles ? Nous aurons la chance d'en discuter et d'en débattre, l'inclusion nécessitant de multiplier nos modes de communications, votre participation sera sollicitée lors d'ateliers ou de panels. Le 27<sup>ième</sup> congrès nous offre l'opportunité de réfléchir et de voir comment une meilleure inclusion des enjeux sociaux et biologiques permettrait de concevoir des projets plus équitables et porteurs pour la société. J'espère vous y voir en grand nombre.

A handwritten signature in purple ink that reads "Lina Lachapelle".

Lina Lachapelle, Présidente de l'AQEI

## Présentation du Directeur Général

C'est avec beaucoup d'enthousiasme que j'ai pris la direction générale de l'AQEI le 1<sup>er</sup> avril 2019, succédant à Marie-Hélène Léger qui occupait le poste depuis l'automne 2016. Je tiens à la remercier ainsi que l'ensemble des membres du Conseil d'administration et des comités opérationnels pour l'accueil chaleureux qui m'a été réservé.



Je prends mes fonctions dans l'effervescence de notre 27<sup>e</sup> congrès annuel, c'est un moment privilégié pour faire votre connaissance et je m'en réjouis. C'est aussi pour moi l'occasion de prendre la mesure des perspectives et des défis qui guident notre action depuis bientôt trois décennies.

L'AQEI rassemble une diversité de personnes et d'organisations dynamiques ayant à cœur l'amélioration de nos pratiques en matière d'environnement et d'enjeux socio-économiques, en ce sens, elle est un véhicule porteur d'espoir pour relever les défis auxquels nous sommes tous confrontés.

Le partage de nos expériences, de nos expertises et de nos réussites à travers notre réseau assurera le renforcement des capacités individuelles et collectives dans le domaine des évaluations d'impacts. Je vous invite donc à contribuer activement à la vitalité de notre organisation en prenant part aux multiples activités qui vous seront proposées et dont vous aurez tous les détails en consultant notre site internet et nos infolettres. Je vous souhaite à toutes et tous un excellent congrès !

A handwritten signature in black ink that reads "Pierre Fardeau".

Pierre Fardeau, Directeur Général de l'AQEI

## Mot du ministre

### **La participation du public, essentielle dans le nouveau régime d'autorisation environnementale québécois**

La nécessité de la participation de la population, y compris les communautés autochtones, fait consensus au Québec quand il est question d'évaluation environnementale, tant au Québec méridional que sur le territoire de la Baie-James et du Nord québécois. Encore faut-il qu'un maximum de personnes puisse prendre part au processus. En ce sens, l'Association québécoise pour l'évaluation d'impacts (AQÉI) a eu beaucoup de flair en choisissant le thème de l'inclusion dans les études d'impacts pour son 27<sup>e</sup> congrès.



Cet objectif a été placé au cœur de la modernisation du régime québécois d'autorisation environnementale. Le gouvernement du Québec a choisi de prendre en considération, dans sa procédure d'évaluation et d'examen des impacts sur l'environnement, les préoccupations des personnes, des groupes, des organisations et des communautés locales concernés par les projets étudiés. De plus, le gouvernement se fait un devoir de consulter les communautés autochtones afin de prendre en compte, de façon plus spécifique, leurs préoccupations. C'est à cette condition qu'une décision vraiment éclairée peut être prise quant à l'autorisation des projets d'envergure ou suscitant des préoccupations importantes. Ultimement, les initiateurs sont amenés à concevoir des projets qui répondent aux critères de l'acceptabilité sociale, en plus d'être économiquement rentables et globalement acceptables sur le plan environnemental.

Le gouvernement du Québec est fier d'être le partenaire du congrès annuel 2019 de l'AQÉI. Bon congrès à toutes et à tous!

Le ministre de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques

A handwritten signature in black ink that reads "Benoit Charette". The signature is fluid and cursive, written in a professional style.

Benoit Charette

**Votre**   
**gouvernement**

**Québec** 

# Remerciements

L'AQÉI remercie chaleureusement les membres du comité organisateur :

<b>Simon Barrette</b>	Groupe Hémisphère
<b>Alexandra Boileau</b>	Transfert Environnement et Société
<b>Pierre Fardeau</b>	Association québécoise pour l'évaluation d'Impacts
<b>Mario Heppell</b>	Stantec
<b>Deekshaa Kundun</b>	Multitest (Pyritest)
<b>Marie-Josée Lavoie</b>	Association québécoise pour l'évaluation d'Impacts
<b>Marie-Hélène Léger</b>	MERN
<b>Élodie Le Grand</b>	Consentia
<b>Hugo Mailhot Couture</b>	Grand Conseil de la Nation Waban-Aki Inc.
<b>Yanick Matteau</b>	Services publics et Approvisionnement Canada

## Maitre de cérémonie



Jean-Philippe WAAUB est titulaire d'un doctorat en aménagement (Université de Montréal, 1993), d'une maîtrise en aménagement du territoire et développement régional (Université Laval, 1984), et d'un diplôme d'ingénieur agronome (Faculté des sciences agronomiques de l'état, Gembloux, Belgique, 1981). Depuis 1993, il est professeur au département de géographie de l'Université du Québec à Montréal (UQAM) (titulaire depuis 1999). Depuis juin 2017, il est Vice-doyen à la recherche de la Faculté des sciences humaines de l'UQAM. Il est membre du Groupe d'études interdisciplinaires en géographie et environnement régional (GEIGER, UQAM) et du Regroupement stratégique (FRQNT) Groupe d'études et de recherche en analyse des décisions (GERAD ; HEC Montréal ; Polytechnique Montréal ; McGill ; UQAM).

Il a été directeur du GERAD de 2011 à 2015. Ses recherches, menées au Québec, y compris en collaboration avec les Premières Nations, au Canada, en Europe, en Afrique, et dans les Caraïbes portent sur les systèmes d'évaluation environnementale (ÉES, ÉIES, suivi, audit, participation, processus et outils adaptés), les outils d'aide à la décision appliqués à la gestion du territoire, des ressources et de l'environnement (aide multicritère; systèmes intégrés d'aide à la décision; systèmes de soutien à la décision de groupe; participation des publics), la planification énergétique et environnementale selon une approche multi-modèles, utilisant un modèle d'optimisation des systèmes énergétiques et un modèle collaboratif d'aide multicritère et multi-acteurs à la décision (AMCD) couplé à un système d'information géographique (SIG) et la sécurité des corridors énergétiques.

# Programmation - Grille Horaire

## Jeudi le 9 mai

8:00 Accueil et inscription des participants

8:30 Ouverture du Congrès - Mot de Mme Lina Lachapelle, présidente et présentation du nouveau Directeur général de l'AQÉI, M. Pierre Fardeau

### Quelle forme aurait une ÉIE où l'inclusion serait « réussie »?

8:45 Les impacts d'un projet incluent une multitude d'effets sur l'environnement, la santé et le bien-être mais également sur le mode de vie des membres des communautés concernées, leur culture, leur système politique et social, et la vie économique. La prise en compte de ces impacts dans les évaluations environnementales, différents selon les vulnérabilités et les capacités des individus et des communautés, permettrait pourtant de mieux cerner les opportunités d'amélioration de la qualité de vie, de progrès social et de prospérité économique équitable, conformément aux 16 principes de développement durable dont le Québec s'est doté. Le panel d'ouverture visera à démontrer la valeur ajoutée d'une plus grande inclusion dans les études d'impacts par le biais de ses invités œuvrant dans les domaines de la biologie, la géologie, l'économie, le milieu social et environnementale.

Discuter des différents enjeux qui ne seraient pas assez pris en compte dans une ÉIE selon des parties prenantes différentes

10:15 **Pause**

### Bloc A - Acceptabilité Sociale

10:30 L'acceptabilité sociale au MERN, de quelle démarche s'agit-il ? *Claude Leblanc, conseillère en acceptabilité sociale - MERN*

11 :00 Présentation des projets-phares du BAPE en terme d'inclusion *Julie Forget, vice-présidente - BAPE*

11 :30 Participation et engagement du public dans le cadre de projets dans le Territoire de la Baie-James – Pratiques exemplaires pour les promoteurs de projets *Michèle Leduc-Lapierre, directrice exécutive et Graeme Morin, analyste en environnement - CCEBJ*

## Dîner et période de discussion

### Bloc B - Inclusions dans une perspective d'avenir

- 13:15 L'inclusion des invertébrés aquatiques dans le cadre des études d'impacts *Isabelle Picard – Biologiste sénior, spécialiste en faune aquatique. – Stantec*
- 13:45 Quelle place pour la biodiversité dans les E.I. ? *Benoît Limoges – Consultant international, biodiversité et services écologiques*
- 14:15 Santé et adaptation aux changements climatiques dans les évaluations environnementales. *Mme Emmanuelle Bouchard-Bastien, Conseillère scientifique - Unité territoire, évaluation des impacts et adaptation au climat- INSPQ*

## 14:45 Pause

### Bloc C - Question de genres

- 15:00 L'approche ACS+ *Debbie Gray, analyste principale des politiques - MFEG*
- 15:30 Atelier – Un même projet : des impacts différents sur les femmes et les hommes *Animé par Marie-Ève Maillé et Elodie Le Grand*
- 17:00 Mot de clôture - Présentation d'un court résumé des points saillants de la journée

## 17:45 Cocktail



## Vendredi le 10 mai

8:30 Ouverture

8:45

### Bloc D - Participation publique au Nord

Comment concrètement l'inclusion s'articule en contexte nordique.  
L'inclusion des PN dans l'examen des projets, l'obligation des promoteurs d'intégrer des modalités particulières, ce qui existe et ce qui fonctionne.  
Animation : Mme Suzann Méthot

-Minières Waboushi de Nemaska  
et le projet Eleonore de GoldCorp  
  
-Gouvernement de la Nation Crie,  
Me Paul John Murdoch

10:15

Pause

### Bloc E - Effets cumulatifs

10:30

Effets cumulatifs des activités maritimes

*Catherine Guillemette, Conseillère  
en évaluation environnementale –  
Transport Canada*

11 :00

L'évaluation d'impact sur la santé : une possible contribution aux évaluations environnementales dans l'analyse des effets cumulatifs ou dans l'inclusion des parties prenantes ?

*Thierno Diallo, conseiller  
scientifique - CCNPPS*

11 :30

Remerciements et mots de la présidente

12:00

Clôture du Congrès

---

# PROGRAMMATION DÉTAILLÉE

---

Jeudi le 9 mai

8:45 Panel d'introduction

## Quelle forme aurait une ÉIE où l'inclusion serait « réussie » ?

Animé par Judy Doré, Agence canadienne d'évaluation environnementale

Panélistes :

Benoît Limoges, Biologiste – Terraformex

Élodie Le Grand, Présidente et consultante principale – Consentia

Carine Durocher, Conseillère en environnement et milieu humain – Hydro-Québec

Terri Kafyeke, Biologiste – Hatch

Les impacts d'un projet incluent une multitude d'effets sur l'environnement, la santé et le bien-être mais également sur le mode de vie des membres des communautés concernées, leur culture, leur système politique et social, et la vie économique. La prise en compte de ces impacts dans les évaluations environnementales, différents selon les vulnérabilités et les capacités des individus et des communautés, permettrait pourtant de mieux cerner les opportunités d'amélioration de la qualité de vie, de progrès social et de prospérité économique équitable, conformément aux 16 principes de développement durable dont le Québec s'est doté. Le panel d'ouverture visera à démontrer la valeur ajoutée d'une plus grande inclusion dans les études d'impacts par le biais de ses invités œuvrant dans les domaines de la biologie, la géologie, l'économie, le milieu social et environnementale.

Discuter des différents enjeux qui ne seraient pas assez pris en compte dans une ÉIE selon des parties prenantes différentes

10:15 Pause

## Acceptabilité Sociale

10:30 **L'acceptabilité sociale au MERN, de quelle démarche s'agit-il ?**

*Claude Leblanc, conseillère en acceptabilité sociale - MERN*

Au printemps 2014, le ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles s'est engagé dans un vaste chantier qui l'a mené à l'adoption des cinq orientations en matière d'acceptabilité sociale. Pour le Ministère, le concept d'acceptabilité sociale se résume globalement au résultat d'une opinion collective à l'égard d'un projet, d'un plan ou d'une politique. Mais qu'y a-t-il derrière ce concept ? Qui est responsable de bâtir l'acceptabilité sociale autour d'un projet ? Et surtout, quelle est cette nouvelle offre de service du Ministère en matière d'acceptabilité sociale auprès des promoteurs et des acteurs locaux. Finalement, quels sont les outils développés pour la mettre

en œuvre ? Qu'est-ce que l'acceptabilité sociale au MERN ? Quels sont les changements induits par l'adoption des orientations en matière d'acceptabilité sociale ? Plus spécifiquement, en quoi consiste la nouvelle offre de service du MERN en matière d'acceptabilité sociale ?

Claude Leblanc est conseillère en acceptabilité sociale au ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles. Détentrice d'un baccalauréat en biologie et d'une maîtrise en sciences de l'eau, elle a œuvré dans les domaines de la consultation publique, de la gestion intégrée de l'eau, des aires protégées et des évaluations environnementales stratégiques. Depuis 2014, elle est étroitement associée au chantier sur l'acceptabilité sociale au MERN.

## 11:00 **Présentation des projets-phares du BAPE en terme d'inclusion**

*Julie Forget, vice-présidente du BAPE*

Le BAPE s'est entouré de partenaires avec qui il entend augmenter la représentativité de la participation aux travaux du BAPE. Les projets issus de ces partenariats permettront au BAPE de mieux comprendre les défis et de mettre en œuvre des solutions qui permettront à la pluralité québécoise de venir s'exprimer dans le cadre des consultations publiques du BAPE. Lors du Congrès annuel de l'AQEI, le BAPE souhaite prendre le temps de présenter les projets-phares initiés qui permettront de rejoindre les différents groupes, notamment les femmes, les autochtones, les jeunes et les minorités culturelles. Par ailleurs, les freins à la participation publique sont aussi liés à la complexité de la documentation et du processus. Nous présenterons aussi comment nous entendons mieux outiller les citoyens pour qu'ils participent à nos travaux. Finalement, le BAPE présentera aussi comment il entend désormais analyser les enjeux d'inclusion dans ses rapports.

Mme Julie Forget est diplômée en génie industriel de l'École polytechnique de Montréal et détentrice d'une maîtrise en économie du développement de l'Université McGill. En 15 ans, elle a conseillé plusieurs organisations en matière d'acceptabilité sociale, d'évaluation environnementale de grands projets et de développement régional. De 1995 à 2002, elle a exercé son métier d'ingénieur-conseil au développement industriel et en innovation technologique au sein de grandes entreprises pour ensuite devenir directrice de production au sein de deux PME. De 2002 à 2007, elle a enseigné l'économie au collégial et devient analyste politique pour un journal. De 2008 à 2017, elle a été directrice et vice-présidente au sein de firmes de consultation spécialisées en évaluation sociale et environnementale de projets, en développement économique et en communication environnementale. Plus récemment, Mme Forget conseillait les organisations en pratique privée tout en étant chargée de cours au deuxième cycle en évaluation environnementale. Mme Forget est membre et vice-présidente du BAPE depuis juin 2018. Elle a été commissaire sur la consultation publique sur la réserve écologique de l'Île-Brion des Îles-de-la-Madeleine.

## 11:30 **Participation et engagement du public dans le cadre de projets dans le Territoire de la Baie-James – Pratiques exemplaires pour les promoteurs de projets**

*Michèle Leduc-Lapierre, directrice exécutive et Graeme Morin, analyste en environnement - CCEBJ*

Lors de la planification de projets, le public s'attend maintenant à être pleinement informé et consulté sur les projets qui pourraient l'affecter, et même à participer à la planification lorsque possible. Les activités d'engagement et de participation du public entreprises par les promoteurs sont des bonnes pratiques sur le plan des affaires et peuvent représenter une valeur ajoutée tangible. Le Comité consultatif pour l'environnement de la Baie James (CCEBJ) développe actuellement un guide à l'intention des promoteurs de projets situés dans le

Territoire de la Baie-James ou de projets qui sont susceptibles d'avoir des répercussions sur l'environnement et les communautés du Territoire afin de les encourager et les aider dans leurs activités d'engagement et de participation du public. Produit, entre autres, avec la collaboration de représentants du Gouvernement de la Nation Crie, de l'Agence canadienne d'évaluation environnementale, du ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, ainsi que les comités d'évaluation et d'examen établis en vertu du chapitre 22 de la Convention de la Baie-James et du Nord québécois, le guide sera axé sur l'aide aux promoteurs de tous les secteurs de développement et destiné à être utilisé indépendamment du fait qu'un projet soit soumis ou non à une évaluation et un examen d'impacts sur l'environnement et le milieu social.

Michèle Leduc-Lapierre est directrice exécutive au CCEBJ depuis mai 2018. Elle détient un baccalauréat en biologie ainsi qu'une maîtrise en gestion de la faune et ses habitats de l'Université du Québec à Rimouski. Avant son arrivée au CCEBJ, elle était spécialiste de programmes sénior à la Commission de Grands Lacs où elle a œuvré au sein de groupes de travail régionaux et binationaux dédiés aux enjeux importants des Grands Lacs et au fleuve St-Laurent.

Graeme Morin est analyste en environnement au CCEBJ depuis 2010. Il détient un baccalauréat en sciences environnementales de l'École d'Environnement de McGill. Il a complété sa Maîtrise en Sciences, Ressources Renouvelables – Évaluation Environnementale, du Centre de Collaboration en Évaluation Environnementale de McGill-PNUE, en 2009. M. Morin possède plusieurs années d'expérience dans le secteur industriel au privé.

## 12 :00 Dîner et réseautage

### Inclusions dans une perspective d'avenir

## 13:15 L'inclusion des invertébrés aquatiques dans le cadre des études d'impacts

Isabelle Picard – Biologiste sénior, spécialiste en faune aquatique. – *Stantec*

Les invertébrés aquatiques sont une composante biologique majeure des écosystèmes aquatiques, historiquement peu prise en compte, dans les études d'impact. Toutefois, plusieurs taxons sont de plus en plus considérés dans les dernières années à cause de la présence d'espèces à statut précaire ou envahissantes, notamment les macroinvertébrés. Les écrevisses, une composante macroscopique des écosystèmes aquatiques, ont une importance majeure dans la structure des écosystèmes et les nombreuses espèces envahissantes ont des impacts documentés. Les inventaires de moules d'eau douce sont souvent même exigés dans les études, notamment parce que celles-ci sont touchées par des déclin importants et à cause de leur interrelation avec les poissons. Les organismes benthiques en général (benthos) sont aussi intégrés de plus en plus souvent, puisque leur importance dans le maintien du réseau trophique est reconnue et que les influences en cascade de leur déclin sont de plus en plus documentés. De plus, le suivi des invertébrés benthiques a démontré être un bioindicateur intéressant de la santé d'un écosystème. Cette conférence répondra à ces questions : pourquoi inclure les invertébrés aquatiques dans les études d'impact, quels taxons présentent le plus d'intérêt à être intégrés, et comment les inventorier et obtenir l'information nécessaire à l'évaluation de cette composante biologique d'importance.

Mme Picard est une biologiste senior, ayant près de 20 ans d'expérience dans les inventaires de faune aquatique, comme travailleuse autonome et maintenant à l'emploi de Stantec. Elle est reconnue dans le milieu comme une spécialiste des mollusques aquatiques et plus largement des invertébrés aquatiques. Elle agit régulièrement à

titre d'expert-conseil dans le domaine, autant dans le cadre d'avis scientifiques, de responsable des inventaires et de la rédaction dans le cadre d'études d'impacts. Elle compte à son actif plus d'une trentaine de projets impliquant l'inclusion des invertébrés aquatiques dans le cadre de programmes de suivi, d'évaluations écologiques, d'études de suivi des effets des effluents (ESEE) ou d'études d'impacts. Mme Picard est coauteure du Guide d'identification des poissons d'eau douce du Québec et des maritimes (2013), comprenant toutes les espèces de poissons, de moules d'eau douces et d'écrevisses du Québec

### 13 :45 **Quelle place pour la biodiversité dans les E.I.**

*Benoît Limoges – Consultant international, biodiversité et services écologiques*

Une comparaison entre les façons dont est prise en compte la biodiversité à l'international et au Québec m'a amené à constater cinq principales différences. Lors du panel, seront présentés cinq constats sur l'inclusion de la biodiversité dans les EI : 1) Plusieurs données de biodiversité récoltées sont perdues, 2) Beaucoup de données sur les espèces communes ne sont pas utilisées, 3) Les informations sur les espèces menacées sont restreintes spatialement et temporellement, 4) L'évaluation des impacts résiduels est imprécise, 5) Perte progressive de capital naturel.

En s'inspirant de ce constat, la conférence proposera une réflexion sur l'intégration des pratiques utilisées à l'international en vue de leur intégration dans les EI au Québec. Ces recommandations prennent la forme de cinq défis : 1) Verser les données de biodiversité aux bases de données québécoises et internationales, 2) Évaluer la qualité des écosystèmes, 3) Cibler les espèces prioritaires et les habitats critiques, 4) Estimer l'impact résiduel en Qualité-hectare, 5) Compenser toutes les pertes avec une approche intégratrice.

### 14 :15 **Santé et adaptation aux changements climatiques dans les évaluations environnementales.**

*Emmanuelle Bouchard-Bastien, Conseillère scientifique - Unité territoire, évaluation des impacts et adaptation au climat – INSPQ*

Depuis plusieurs années, l'Institut national de santé publique du Québec (INSPQ), reconnaît les impacts sociosanitaires des changements climatiques et développe des connaissances et des outils sur le sujet pour accroître l'adaptation de la population québécoise. Afin de mieux prendre en compte les impacts à la santé et l'adaptation aux changements climatiques dans la PÉEIE, une Boîte à outils en évaluation environnementale au Québec méridional a été élaborée. Ce produit offre aux analystes du réseau de la santé et aux promoteurs des outils qui se veulent simples, précis, utilisables rapidement, ouverts et adaptables aux particularités locales. Ils permettent d'opérationnaliser les données scientifiques sur l'adaptation aux changements climatiques dans la préparation des projets de développement. Après une brève mise en contexte concernant la conception de la Boîte à outils, la présentation s'attardera sur les outils qui abordent particulièrement les impacts sociosanitaires associés aux changements climatiques. Des exemples concrets d'actions à poser pour accroître l'adaptation aux changements climatiques dans une perspective de santé publique seront présentés. La présentation souhaite mener à une discussion sur les rôles et responsabilités de la santé publique et des promoteurs dans l'adaptation des projets aux changements climatiques.

Emmanuelle Bouchard-Bastien est conseillère scientifique à l'unité Territoire, évaluation des impacts et adaptation au climat de l'Institut national de santé publique du Québec (INSPQ), ainsi que doctorante en anthropologie à l'Université Laval. Titulaire d'une maîtrise en gestion de l'environnement, elle a œuvré pendant plusieurs années en concertation et en participation pour des organismes environnementaux, ainsi qu'en

coopération internationale. Son poste actuel l'amène à fournir une expertise sur les questions sociales touchant la santé environnementale, dont la perception des risques et les impacts sociaux, et ce pour des dossiers variés (risques technologiques, évaluation environnementale, changements climatiques, etc.).

14 :45 Pause

## L'Inclusion une question de genres

15 :00 **L'approche ACS+**

*Debbie Gray, analyste principale des politiques - MFEG*

Cette conférence du ministère des Femmes et de l'Égalité des genres aura pour but de présenter l'expérience du Gouvernement du Canada en matière d'analyse comparative entre les sexes plus (ACS+), en plus d'aborder les façons par lesquelles les considérations liées à l'ACS+ permettent d'assurer que des voix diverses sont incluses dans les processus décisionnels. L'ACS+ est un processus analytique qui sert à évaluer les répercussions potentielles des politiques, des programmes ou des initiatives sur divers groupes de personnes — femmes, hommes ou autres. L'ajout du mot « plus » signifie que l'analyse ne se limite pas au sexe (différences biologiques) ou au genre (la construction sociale du sexe), mais considère aussi les autres facteurs qui les recourent. L'ACS+ est centrale aux efforts du Gouvernement du Canada pour avancer l'égalité des genres, ainsi que la diversité et l'inclusion, de façon plus générale. En appliquant une approche inspirée par l'ACS+ au développement d'initiatives gouvernementales, nous nous assurons que les bénéfices sont partagés par toutes et tous – qu'importe le sexe, le genre, l'âge, l'origine ethnique, l'habileté ou tout autre facteur identitaire.

Debbie Gray possède des connaissances étendues sur les questions de genre touchant le développement, car elle a occupé divers postes au sein d'ONG internationales et aux Nations Unies. En 2001, elle a débuté sa carrière en travaillant à un projet financé par l'Agence canadienne de développement international (ACDI) sur les genres et la gouvernance locale dans le nord du Ghana. Depuis, elle a œuvré outre-mer dans plusieurs pays répartis sur quatre continents. Elle a acquis d'expérience en santé mondiale et des femmes, en violence fondée sur le sexe, en intégration de la problématique hommes-femmes et en évolution des normes sociales entourant les genres. Elle a élaboré et géré des politiques, des stratégies et des programmes prenant le genre en compte. Et enfin, elle a entrepris des évaluations sensibles aux considérations de genre et formé des gestionnaires et des partenaires.

Depuis 2009, elle remplit diverses missions pour les Nations Unies. Elle s'occupe de faire avancer le droit à la santé dans la région de l'Amérique latine et du Pacifique occidental avec l'Organisation mondiale de la Santé, à l'échelle régionale et nationale. En 2016, elle s'est jointe à l'équipe de leadership et gouvernance d'ONU Femmes, à New York, afin de soutenir l'engagement de cette organisation envers les partenariats mondiaux en santé. Elle a entrepris de plaider en faveur de politiques mondiales, appuyé la création de programmes et contribué à mettre au point des lignes directrices et des processus pour l'établissement de normes mondiales.

En novembre 2018, Debbie Gray s'est jointe à la Direction des politiques et relations extérieures du ministère des Femmes et de l'Égalité des genres (anciennement Condition féminine Canada) à titre d'analyste principale des politiques. Madame Gray est titulaire d'une maîtrise en études du développement de l'Institute of Social Studies, aux Pays-Bas ainsi que d'un baccalauréat ès arts en développement et en études hispaniques de l'Université Trent.

## 15 :30 Atelier – Un même projet : des impacts différents sur les femmes et les hommes

*Animé par Marie-Ève Maillé et Elodie Le Grand*

S'il est admis que les projets étudiés lors d'une ÉIE sont générateurs d'impacts, négatifs et positifs, il est souvent plus difficile de reconnaître que ces impacts sont différents pour les femmes et pour les hommes. Pour des raisons d'inclusion et d'équité, l'analyse comparative entre les sexes (ACS+) ou l'analyse différenciée selon les sexes (ADS+), comme on l'appelle au Québec, fait son entrée dans les ÉIE. Qu'est-ce que cela signifie pour les équipes réalisant les ÉI ? Comment identifier les impacts qui affectent différemment les femmes et les hommes ? Comment tenir compte des différences à l'intérieur même de ces sous-groupes, puisqu'un projet n'affectera pas toutes les femmes ni tous les hommes de la même manière ?

Sous la forme d'un atelier en sous-groupes et à partir de mises en situation, la séance reposera sur l'identification des impacts spécifiques sur les femmes et sur des indicateurs éventuels de ces impacts. Une typologie des inégalités auxquelles sont exposées les femmes sera également présentée pour aider les personnes participantes à tenir compte des facteurs contextuels et des déterminants qui influencent les impacts sur les femmes. Les résultats dégagés par les personnes participantes seront ultérieurement compilés et envoyés au public sous la forme d'une synthèse.

L'atelier vise à poser les fondations d'une réflexion qui sera appelée à être poursuivie dans les milieux de pratique à l'échelle provinciale dans le but de développer les bonnes pratiques en la matière.

Marie-Ève Maillé est présidente de l'entreprise de consultation Notre Boite, médiatrice accréditée (IMAO), professeure associée au CINBIOSE, à l'UQAM, et membre du Conseil des Montréalaises. Elle est également auteure de "Acceptabilité sociale : sans oui, c'est non" et de "L'affaire Maillé".

Élodie Le Grand est détentriche d'une maîtrise en science politique de l'Université du Québec à Montréal et d'un diplôme d'études supérieures spécialisées (DESS) en Gestion et développement durable de HEC Montréal, Mme Le Grand a fondé et dirige Consentia – Responsabilité sociale inc., un bureau de consultation en responsabilité sociale des organisations. Elle possède plus de quinze ans d'expérience professionnelle en gestion de projet et engagement avec les parties prenantes dans le domaine des droits de la personne et du développement durable. Elle a travaillé pour le compte d'organisations internationales variées (agences des Nations Unies, Comité international de la Croix Rouge, organisations non gouvernementales) dans près de 20 pays différents. Au Canada, elle a travaillé pour le secteur privé, le secteur public (Ministère de la défense) et des organismes à but non lucratif. Depuis 2019, elle enseigne le développement durable à la Faculté d'éducation permanente de l'Université de Montréal.

17 :00 Mot de clôture - Présentation d'un court résumé des points saillants de la journée

17 :45 Cocktail

# Vendredi le 10 mai

8:30 Ouverture

## Participation publique au Nord – Panel

8:45 Au-delà des grands principes d'équité sociale et de protection de l'environnement, comment s'articule concrètement sur le terrain l'inclusion de la Nation crie d'Eeyou Istchee Baie-James dans l'élaboration et le suivi de projets de développement soumis à la procédure d'examen des impacts sur l'environnement et le milieu social ? Afin de mieux outiller les entreprises et praticiens d'études d'impact en contexte autochtone, l'AQEI vous convie à un échange animé et éclairant entre un représentant de la Nation crie, et deux représentants d'entreprises minières oeuvrant sur le territoire Eeyou Istchee Baie-James.

*Comment concrètement l'inclusion s'articule en contexte nordique. L'inclusion des PN dans l'examen des projets, l'obligation des promoteurs d'intégrer des modalités particulières, ce qui existe et ce qui fonctionne.*

Animation : Hugo Mailhot Couture, Biologiste, Grand Conseil de la Nation Waban-Aki

Invités : Minières Waboushi de Nemaska et le projet Eleonore de GoldCorp, Gouvernement de la Nation Crie, Me Paul John Murdoch

- *Jacynthe Lafond, Coordonnatrice de la responsabilité sociale et de l'engagement communautaire, Newmont Goldcorp, mine Eleonor*

Mme Lafond a déménagé dans la belle Abitibi il y a douze ans. Détentrice d'un baccalauréat en géologie et d'une maîtrise en Science de la terre de l'Université du Québec à Montréal, elle œuvre dans le domaine minier depuis. Elle s'est passionnée du savoir traditionnel et de la culture autochtone depuis que des prospecteurs Anishnabek lui ont appris comment ne pas se perdre dans la forêt boréale. Elle s'est alors rendu compte que le développement des ressources minérales ne pouvait croître que par le partage de connaissances avec les intervenants du milieu. Le dialogue avec les parties prenantes d'Eeyou Istchee et de la Jamésie est maintenant la partie qu'elle préfère de son travail à la mine Éléonore, où elle occupe le rôle de coordonnatrice de l'engagement communautaire et de la responsabilité sociale depuis plus de cinq ans.

- *Simon Thibault, Directeur Responsabilité sociale et environnementale*

Au cours de sa carrière, M. Thibault s'est spécialisé en environnement minier et dans le processus d'autorisation environnementale canadien, tout particulièrement dans les provinces de Québec, de l'Ontario et du Manitoba. Il possède une maîtrise en biologie végétale de l'Université Laval (région de la Baie-James; Centre d'études nordiques), à la suite de l'obtention de laquelle il travailla en Finlande, Suède et Estonie à titre de conseiller scientifique pour divers centres de recherche nordiques.

Au cours des douze dernières années, il a œuvré à l'autorisation environnementale de divers projets miniers, et ce en assurant la direction ou en prenant part à la réalisation d'études d'impact environnemental et social, d'études environnementale de base, d'études économiques préliminaires, d'études de pré faisabilité et de faisabilité et/ou en complétant divers audits environnementaux et sociaux. Au cours de cette période, il a établi d'excellentes relations avec les autorités provinciales et fédérales, les communautés locales et les Premières Nations.



- *Me Paul John Murdoch (Gouvernement de la Nation Crie)*

Paul John Murdoch est un membre de la Nation crie. À l'instar de ses ancêtres, il a placé le territoire cri, Eeyou Istchee, au cœur même de sa vie personnelle et professionnelle. Dès ces débuts comme avocat, il a travaillé à la cohabitation entre les droits et intérêts de sa communauté et l'insatiable convoitise des non-autochtones envers les ressources naturelles du territoire. Au sein d'une équipe formée d'éminents chefs et de figures de proue de la communauté crie, il a participé aux négociations menant à la ratification de la Paix des braves, une entente historique pour laquelle il a élaboré un plan de développement durable respectueux des valeurs de sa communauté, par la suite appliqué à divers secteurs comme les mines, les forêts et la production énergétique. La Nation crie a ainsi pu se doter d'une structure de gouvernance reflétant ses valeurs traditionnelles. Maître Murdoch a présenté son modèle de développement durable sur la scène nationale et internationale, que ce soit aux Nations Unies, au Parlement européen ou encore à l'International Association for Impact Assessment (IAIA). Il a collaboré à ce jour avec la Banque mondiale, de nombreuses multinationales, les gouvernements de plusieurs pays et aussi, bien sûr, avec les dirigeants de nations autochtones du monde entier, ce dont il tire une immense fierté.

10:15 Pause

## Effets cumulatifs

10:30 **Évaluation des impacts cumulatifs de la navigation dans le fleuve Saint-Laurent (Transports Canada)**

*Catherine Guillemette, Conseillère en évaluation environnementale – Transport Canada*

Dans le cadre du Plan de protection des océans, Transports Canada travaille de façon collaborative depuis 2017 à l'Initiative des effets cumulatifs des activités maritimes sur six sites pilotes (dont un sur le Saint-Laurent). Transports Canada travaille avec les communautés autochtones, les intervenants du milieu maritime, les universitaires et autres ministères et paliers de gouvernement. Ensemble, nous déterminons les principales préoccupations et collectons les informations qui serviront à éclairer nos évaluations. Les résultats de cette initiative comprendront la collecte et le regroupement de données existantes telles que les mouvements de navires et embarcations, les usages traditionnels, les données environnementales et socio-culturelles; l'élaboration du cadre national d'évaluation des effets cumulatifs et son application dans les sites pilotes; et l'identification des outils et stratégies potentiels pouvant être appliqués pour atténuer les effets des déplacements actuels des bateaux et développements de projets futurs. Les données, le cadre et les outils développés soutiendront les décisions fondées sur des données probantes pour orienter la croissance économique tout en préservant les écosystèmes marins et viseront à améliorer la compréhension des effets cumulatifs des activités maritimes. La présentation résumera le travail en partenariat et la mobilisation qui ont été faits jusqu'à présent dans le cadre de cette initiative d'une durée de 5 ans ainsi que les prochaines étapes.

Catherine Guillemette travaille dans le domaine de la conservation et gestion des ressources naturelles et sensibilise la population aux problématiques environnementales depuis 20 ans. Conseillère en évaluation environnementale au gouvernement fédéral depuis 2007, Catherine a assuré la mise en application des processus d'évaluation de divers projets pour plusieurs ministères tels que Ressources Naturelles Canada, Parcs Canada et Transports Canada. Depuis 2017, dans le cadre du Plan de protection des océans du Canada, elle se concentre sur un dossier très intéressant et comportant plusieurs défis, l'évaluation des effets cumulatifs des activités maritimes

## 11 :00 L'évaluation d'impact sur la santé : une possible contribution aux évaluations environnementales dans l'analyse des effets cumulatifs ou dans l'inclusion des parties prenantes ?

*Thierno Diallo, conseiller scientifique - CCNPPS*

L'évaluation d'impact sur la santé (EIS) est une forme d'étude d'impact prospective qui permet d'évaluer les effets potentiels (positifs et négatifs) d'un projet, d'un programme ou d'une politique sur la santé de la population. C'est une démarche structurée et standardisée d'aide à la décision qui trouve son origine dans l'évaluation d'impact sur l'environnement pour ce qui a trait à sa méthodologie et dans la promotion de la santé pour ses valeurs et sa finalité. L'EIS examine comment les projets développés en dehors du secteur de la santé induisent des modifications non intentionnelles sur les facteurs environnementaux, économiques et sociaux et quels sont les changements potentiels qui en résultent sur l'état sanitaire et le bien-être de la population. Elle porte une attention particulière à la répartition de ces effets au sein des différents groupes de la population. Il s'agit d'une approche systématique qui fait appel à une variété de sources de données et de méthodes d'analyse, et qui considère les informations fournies par les parties prenantes. Elle permet de minimiser les risques et de maximiser les bénéfices sur la santé et le bien-être de la population. L'EIS est utilisée au Canada notamment au Québec où elle est appliquée principalement sur des projets d'aménagement du territoire. Notre présentation va se focaliser sur la manière dont cet outil peut contribuer à relever les défis de la pratique actuelle des études d'impacts au Québec. L'accent sera mis d'une part, sur la complexité de l'estimation des impacts potentiels étant donné que la santé d'un individu est déterminée par une interaction entre de nombreux facteurs et d'autre part, sur les enjeux de l'intégration des parties prenantes et de la participation citoyenne dans l'EIS.

Thierno Diallo est conseiller scientifique au Centre de collaboration nationale sur les politiques publiques et la santé (CCNPPS). Il est titulaire d'un doctorat en Sciences de l'environnement de l'Université de Genève. Ses recherches ont porté sur une comparaison d'outils d'évaluation d'impact (l'évaluation d'impact sur l'environnement, l'évaluation environnementale stratégique, l'évaluation d'impact sur la santé et l'évaluation de la durabilité) dans le cadre d'actions de réduction des émissions de gaz à effet de serre et leurs impacts sur la santé et le bien-être des populations. Après sa thèse, il a effectué un postdoctorat à l'Université Laval sur l'intégration de l'évaluation d'impact sur la santé (EIS) dans les procédures d'aménagement du territoire de la Ville de Québec. Il est président du Groupe de travail mondial sur l'EIS de l'Union internationale de promotion de la santé et d'éducation pour la santé.

11 :30 Remerciements et mot de la présidente

Midi Clôture du Congrès



## À propos de l'AQÉI

L'Association québécoise pour l'évaluation d'impacts (AQÉI) en est à sa vingt-sixième année d'existence. Elle a été créée par un groupe de professionnels en évaluation d'impacts et en participation publique qui désiraient susciter des débats de nature professionnelle et publique sur les processus d'évaluation d'impacts au Québec. Depuis, l'AQÉI constitue un lieu important d'échanges pour toute personne intéressée par le domaine.

Échanger sur des expériences et méthodologies, outiller les intervenants de l'évaluation environnementale, faire évoluer les processus d'évaluation environnementale, généraliser l'utilisation de l'évaluation d'impacts dans la planification des projets et dans les prises de décision, établir des liens de collaboration avec des associations canadiennes et internationales ayant des intérêts similaires, voilà autant d'objectifs poursuivis par l'Association.

L'AQÉI rassemble des décideurs, promoteurs, professionnels, chercheurs, étudiants, groupes de sensibilisation travaillant dans les secteurs privé et public. Cette diversité d'intérêts constitue la caractéristique principale de l'AQÉI. Son rayonnement touche plus de 450 membres, incluant des membres individuels et les employés de ses membres affiliés.

L'AQÉI fait partie de l'International Association for Impact Assessment (IAIA) à titre d'association affiliée et est membre du Secrétariat international francophone pour l'évaluation environnementale (SIFÉE). De plus, l'AQÉI est en étroite relation avec ses associations sœurs soit IAIA Western and Northern Canada (IAIA-WNC) et l'Ontario Association for Impact Assessment (OAIA).

**Devenir membre de l'AQÉI, c'est avoir accès à des prix avantageux pour des webinaires, des congrès, des Galas, tout en profitant d'un réseau de qualité dans le domaine de l'évaluation environnementale.**

Pour en savoir plus sur l'AQÉI, consultez son site Internet : [www.aqei.qc.ca](http://www.aqei.qc.ca)

## Merci à nos partenaires



Partenaire Diamant



Partenaire Platine



Partenaire Or



Partenaire Argent



Partenaire Saphir



Partenaire Saphir